

# INFOS SNUEP F.S.U BORDEAUX

24 novembre 2022

## L'intersyndicale plus que jamais mobilisée contre le projet de réforme des LP



Après une première journée de grève majoritaire dans les lycées professionnels contre le projet de réforme des lycées professionnels, le deuxième temps fort du mardi 17 novembre est une étape réussie qui installe la contestation des professeurs de lycée professionnel dans le paysage social et dans la durée.

Ces mobilisations sont essentielles et indispensables pour forcer le gouvernement à abandonner son projet initial. Le ministère de l'Éducation nationale a enfin concédé un premier recul en convoquant, dès vendredi, une réunion d'échanges sur la situation de la voie professionnelle hors cadre du projet de réforme. Être reçu par le ministère de l'Éducation nationale était une de nos revendications, c'est pourquoi nos organisations syndicales s'y rendront pour porter nos revendications et la voix des personnels – notamment l'urgence sociale de renforcer nos lycées professionnels pour faire réussir tous les jeunes.

D'ores et déjà, l'intersyndicale soutient toutes les initiatives des établissements mobilisés notamment contre les fermetures brutales décidées pour septembre 2023, à Paris comme dans le Grand-Est.

Ce premier recul ne signifie pas un abandon du projet de réforme. L'intersyndicale maintient donc sa volonté de continuer les luttes et appelle les collègues à poursuivre la mobilisation sous des formes diverses et variées pour montrer leur opposition résolue contre ce projet, en organisant en particulier des actions établissements sur le mois de décembre (déploiement de banderoles, interpellations des élus régionaux, réunions avec les parents, tractages....) dans la perspective de construire une troisième journée de mobilisation en janvier.

## Les associations de spécialistes contre la réforme de la voie pro



« En faisant dépendre les apprentissages dispensés au lycée des arbitrages locaux et des besoins des entreprises, ce projet porte atteinte au principe d'égalité. Le doublement du volume horaire dévolu aux stages se fera, en outre, aux dépens des enseignements dispensés au lycée par des professeurs dont les compétences ont été attestées par des concours nationaux. Or ces enseignements sont essentiels », écrivent les associations de spécialistes qui réunissent la plupart des associations d'enseignants du 2d degré (Apg, Apden, Aphg, APLettres, APLV, Apmep, Appep et Udppc). La Conférence « s'opposera-t-elle avec toute son énergie à une réforme qui aura pour effets de dévaluer le baccalauréat professionnel, de renforcer les inégalités entre les élèves des trois voies du lycée, d'inféoder les apprentissages aux besoins des entreprises, de supprimer le cadrage national des enseignements et de dégrader les conditions des professeurs en les privant du temps nécessaire à instruire leurs élèves. »

[Communiqué](#)

## La mobilisation pour sauver les LP est bien ancrée et inscrit dans la durée

Le niveau de mobilisation reste élevé dans les lycées professionnels et démontre que cette lutte juste et légitime pour sauver nos lycées professionnels, nos métiers et l'avenir des jeunes s'inscrit bien dans le paysage social et dans la durée. (...) [Lire la suite](#)

"On veut mettre les jeunes au boulot au détriment de leurs diplômes", dénonce le SNUEP ([francetvinfo.fr](http://francetvinfo.fr)).

## Pétition pour le retrait de la réforme Macron des lycées professionnels



Ce projet de réforme constitue un danger pour l'avenir des élèves et une véritable remise en cause d'un des piliers de l'École républicaine, l'égalité entre tous les jeunes. Par conséquent, nous demandons le retrait de ce projet.

En signant cette pétition, je m'associe à la demande de retrait du projet de réforme formulé par l'intersyndicale voie pro nationale. [Je signe la pétition.](#)

## Conseil académique animé par le Secrétariat général du SNUEP-FSU

Nous organisons un conseil académique le vendredi 2 décembre afin de faire le point sur les attaques contre le Lycée Pro au lycée Gustave Eiffel de Bordeaux. Nous aborderons aussi les élections professionnelles et les enjeux du vote. Ce conseil sera animé par Axel Benoist, co-Secrétaire général du SBUEP-FSU.

Vous Trouverez en PJ un modèle de lettre à déposer au secrétariat de votre établissement, avec la convocation, au plus tard 4 jours avant la date. Les frais sont pris en charge par le SNUEP-FSU académique. Nous espérons donc vous y voir nombreux. Merci de nous confirmer votre participation par retour de mail

## Elections professionnelles : en décembre, votons pour gagner !



Du 1er au 8 décembre, vous êtes appelé à voter aux élections professionnelles. Un vote qui va avoir des conséquences concrètes sur votre quotidien.

Voter, c'est déjà décider. C'est faire entendre votre voix et vos revendications et ainsi envoyer un message clair au ministère : avec le SNUEP et la FSU, il faut combattre la réforme des LP, augmenter nos salaires et améliorer nos conditions de travail.

Les modalités de vote : [Cliquez ici](#)

## **Compte rendu CHSCTA 15 novembre 2022**

---

- Bilan de la médecine de prévention 2021/2022 (Docteur Patard)
  - 4 ETP Médecin du travail dans l'Académie (1 pour le 40 et 64, 1 pour le 24 et 47, 2 pour le 33)
  - 1568 consultations enregistrées (784 pour le 33, 99 pour le 24, 250 pour le 40, 102 pour le 47, 333 pour le 64) dont 975 pour le 1<sup>er</sup> degré, 691 dans le 2<sup>daire</sup> et 301 autres (Psy-en, DEPAT...)
  - A noter la forte augmentation de consultations de PERDIR : 42.
  - Origine de la demande : 77 % vient de l'intéressé, 10,5 % demandée par l'administration et 12,5 % par la médecine du travail elle-même.
  - Le domaine de la pathologie amenant une consultation est majoritairement la psychiatrie au sens large : 41 % des consultations.
  - Les préconisations :
    - 525 aménagements de poste
    - 176 orientations vers un spécialiste
    - 77 orientations vers les services sociaux
    - 25 orientations vers le réseau PASS
    - 510 orientations vers les services administratifs (RH, gestion)
  - Les délais d'attente sont de l'ordre de 15 jours
  - Le Rectorat essaye de développer le système des « médecins collaborateurs » comme dans le 64, 4 années d'études sont financées par le Rectorat pour qu'ils deviennent ensuite médecins du travail
- Bilan des infirmières de prévention
  - 18 formations proposées – Des visites ce qui fait un total de 212 personnels qui ont bénéficié d'un entretien de santé au travail.
- Bilan visites Inspecteur Santé Sécurité au Travail (SST)
  - 43 visites d'inspection ont été réalisées (1<sup>er</sup> et 2<sup>d</sup> degré) dont 2 dans le privé hors contrat à la demande de la Rectrice
  - 34 inspections « totales » et 9 visites conseils sur un point précis
  - Après chaque visite un suivi sur papier est tenu et l'ISST rappelle régulièrement pour suivre l'avancée des situations, voire se déplace une nouvelle fois.
  - Les grands défauts encore relevés : L'absence de DTA (Dossier Technique Amiante) pour les bâtiments antérieurs à 1996 (surtout en zone rurale) et le DUERP (Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels) qui n'est quasiment jamais tenu ou à jour.
- Nomination d'un ou d'une référente Violences Sexuelles et Sexistes (VSS)
  - Election de Lydie Laloubère (FSU) : pour FSU et UNSA, abstention FO
- Questions diverses : échange sur l'encadrement de l'usage de Pronote (demande de la FSU)
  - Echange basé sur des dérives constatées et dénoncées dans des fiches SST du 47
  - L'administration propose comme base de travail une charte permettant d'encadrer son utilisation.

Pour le SNUEP-FSU, MASSIAS Jean Luc

## Stage FSU 33 avec la participation du SNUEP-FSU

Mardi 22 novembre la FSU 33 a organisé un stage dont le thème était quelle école pour demain avec pour invité l'historienne Laurence De Cock. Cette dernière a bien insisté sur le fait que la société a l'école qu'elle mérite en revenant sur la réforme des lycées professionnels voulut par Macron. En effet, les jeunes qui y sont scolarisés viennent des milieux populaires et donc cela n'émeut que de monde qu'ils soient privés de culture citoyenne. Après être revenue sur la brutalité de Blanquer dans tous les secteurs de l'éducation, Laurence De Cock a démontré qu'une autre école est possible, une école émancipatrice pour les jeunes mais que c'est un choix de société. Il s'agit de savoir dans quelle société voulons-nous vivre et faire vivre nos enfants ?



L'après-midi était consacré au bilan des différentes réformes afin que collectivement nous puissions les contrer. En effet, la parole était divisée en quatre : le SNES-FSU est intervenu pour expliquer la réforme du collège et tenté d'expliquer la réforme du lycée général et technologique, le SNUEP-FSU est intervenu par l'intermédiaire de sa co-secrétaire académique Géraldine. Après le bilan Blanquer dont beaucoup de collègues ont découvert les dégâts infligés aux lycées pros, l'explication de la future réforme a permis de comprendre l'urgence de la situation et surtout la gravité de celle-ci. De nombreuses questions ont été posées montrant l'intérêt de collègues non-PLP. Le SNEP-FSU dont la particularité est l'enseignement de l'EPS du collège aux lycées a soutenu et insisté de nouveau sur cette future réforme mortifère pour les LP.

La réunion des syndicats FSU du secteur éducation a été appréciée par les participants de ce stage (plus d'une cinquantaine) car cela a permis un vrai partage de nos conditions de travail dans des types d'établissement différents de ce que l'on peut connaître. Il a été demandé de renouveler ce type de stage.

Géraldine Jousseume

## Gagner pour la voie pro et nos métiers, c'est possible

- Le SNUEP et la FSU sont de tous les combats
- Engageons ensemble un rapport de force pour gagner
- La voie professionnelle mérite mieux
- Quelles instances pour défendre nos carrières et nos droits ?
- En 2022, pour la VOIE PRO, je clique FSU à tous les scrutins !

[Télécharger la brochure](#)